

La tâche la plus pressante est de gérer les innombrables questions découlant du fait que 750 000 réfugiés, un nombre sans précédent, retournent au Kosovo. La priorité du Canada est de se concentrer sur l'amélioration de la sécurité. À venir jusqu'à maintenant, la création d'une Administration intérimaire des Nations Unies a été de la plus haute importance. Trente-huit policiers canadiens font partie de cette force et 17 autres se joindront à eux en septembre. Le contingent canadien pourrait éventuellement atteindre 100 policiers. Entre-temps, cinq policiers canadiens prêtent main-forte à l'École de formation de la police de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui est chargée de la formation de nouveaux policiers kosovars.

Une autre tâche urgente a été de désamorcer et d'éliminer des dizaines de milliers de mines terrestres, de pièges et de munitions explosives non explosées (UXO), dont des obus et des bombes.

Le Canada joue un rôle déterminant dans ces efforts :

- Il contribuera jusqu'à 5 millions de dollars, sur une période de trois ans, afin d'appuyer le travail de déminage, de sensibilisation aux mines et d'aide aux victimes, et d'établir un Centre d'action antimines international au Kosovo sous l'égide de l'ONU. Le Centre vient en aide aux victimes des mines, renseigne les civils au sujet des mines et appuie les équipes de repérage des mines et de déminage. Un lieutenant-colonel canadien est en poste au Centre comme agent de liaison avec l'OTAN.
- Il verse 200 000 \$ pour financer l'envoi au Kosovo de deux groupes du secteur privé canadien spécialisés dans l'élimination des UXO. L'un est la Wolf's Flat Ordnance Disposal Corporation de l'Alberta, qui appartient à la Première Nation Tsuu T'ina et qui a fait ses premières armes au Panama. L'autre est le Canadian International Demining Centre, une organisation non gouvernementale (ONG) de Sydney en Nouvelle-Écosse.

Une autre tâche prioritaire est l'enquête sur les crimes de guerre au Kosovo menée par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. En juin, une équipe médico-légale de neuf experts judiciaires, mise sur pied par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et constituée de spécialistes de la police et de civils, a été dépêchée au Kosovo. Ils ont passé six semaines à creuser le site de charniers et de cinq scènes de crimes et ont mené des autopsies sur 60 corps afin de recueillir des preuves qui appuieront les poursuites pour atrocités perpétrées par des forces serbes contre des villageois kosovars d'origine albanaise. La mission a été un tel succès qu'il a été demandé au Canada de fournir une autre équipe d'enquête. Celle-ci sera au Kosovo en septembre. Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a récemment annoncé que le Canada procurerait des renseignements de sécurité au Tribunal à l'appui de son enquête.



photo : MDN

En plus de répondre aux besoins humanitaires immédiats et de mettre en place l'administration intérimaire de l'ONU, il reste la tâche énorme de reconstruire les Balkans après presque 10 ans de conflit armé. Les pays de l'Europe joueront un rôle important dans ce travail, agissant surtout dans le cadre du Pacte de stabilité pour le Sud-Est de l'Europe. Signé en juin par les ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne, du Canada, des États-Unis, de la Fédération de Russie, du Japon et d'autres États, le Pacte sera le principal instrument de la reconstruction des Balkans.

Le travail sous le régime du Pacte se fera sous les auspices de l'OSCE et visera la reconstruction économique, la démocratisation (dont la surveillance des élections), l'appui aux droits de la personne ainsi que les questions touchant les réfugiés et la sécurité régionale. La participation canadienne sera centrée sur la prestation d'aide dans des secteurs où le Canada est reconnu comme ayant une expertise unique; la reconstruction économique à long terme sera confiée à d'autres. ●



photo : MDN